

**MUTUALITE DES P.M.E.**  
**en abrégé MPME**  
**société cooperative**  
**L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener**  
**R.C.S.L. B no. 4556**

<b>ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE</b>
--

<b>du 15 décembre 2016 - Numéro 2016/2560</b>
---

L'an deux mille seize, le quinze décembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société coopérative de caution mutuelle "**MUTUALITE DES P.M.E.**", en abrégé "**MPME**", ayant son siège social à L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 4556, constituée suivant acte notarié daté du 19 décembre 1949, publié au Mémorial C numéro 3 du 14 janvier 1950 et dont les statuts ont été modifiés à différentes reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Urbain THOLL, de résidence à Mersch, en date du 24 mai 2012, publié au Mémorial C, numéro 1877 du 27 juillet 2012.

L'assemblée est présidée par Monsieur Roland DERNOEDEN, président de la MUTUALITE DES P.M.E., demeurant à Hesperange.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Philippe KOPS, sous-directeur de la MUTUALITE DES P.M.E., demeurant à Kirf (Allemagne).

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Renée PAULY, administratrice de la MUTUALITE DES P.M.E., demeurant à Burden.

Le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter que:

I.- La présente assemblée générale a été convoquée par des publications contenant l'ordre du jour de l'assemblée faites dans le journal "Letzebuenger

Journal" du 15 novembre 2016 et du 30 novembre 2016.

II.- L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Reformulation de l'objet social.
2. Signatures sociales.
3. Refonte des statuts.
4. Divers.

III.- Les associés présents ou représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

IV.- Il résulte de la prédite liste de présence que sur les cent huit mille sept cent cinquante-huit (108.758) parts sociales actuellement émises, vingt-quatre mille cent vingt (24.120) parts sociales sont dûment présentes ou représentées à la présente assemblée générale.

V.- Une première assemblée générale extraordinaire tenue en date du 3 novembre 2016 n'a pu délibérer valablement, étant donné que moins de la moitié des parts sociales en circulation étaient présentes ou représentées.

VI.- Le résultat de cette première assemblée générale extraordinaire a été rappelé expressément dans les avis de convocation à la présente assemblée générale.

VII.- Conformément à l'article 15 des statuts, la présente assemblée générale est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour, quelle que soit la partie du capital présente ou représentée.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris la résolution suivante:

### **RESOLUTION**

L'assemblée décide de procéder à une refonte des statuts, incluant une reformulation de l'objet social et des modalités de l'engagement social, lesquels statuts auront désormais la teneur suivante :

#### **« Titre I<sup>er</sup> . Dénomination - Siège - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sous la dénomination « Mutualité des P.M.E. », anciennement

« Mutualité d'aide aux artisans », en abrégé « MPME », il existe une société coopérative de caution mutuelle au sens de la loi du 10 août 2016 concernant les sociétés commerciales.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant de la société, la dénomination sociale sera précédée ou suivie immédiatement de ces mots, écrits lisiblement et en toutes lettres: société coopérative de caution mutuelle.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration prise à la majorité simple des voix, et en tout autre lieu, par décision des associés délibérant dans les conditions requises pour les modifications de statuts.

La société pourra, par simple décision du conseil d'administration, établir des succursales ou agences au Grand-Duché de Luxembourg.

**Art. 3.** La société a pour objet:

a) de cautionner ou de garantir des prêts et des crédits en faveur de ses associés pour leur permettre d'ouvrir, de reprendre, de maintenir, d'agrandir ou de moderniser leurs entreprises et de financer leurs besoins en fonds de roulement, sans toutefois pouvoir leur accorder elle-même ni prêts ni crédits;

b) de constituer tout ou partie des cautionnements ou garanties généralement quelconques à fournir par ses associés, en garantie de l'exécution de leurs entreprises de travaux publics ou privés, ou de se porter caution solidaire au profit de ses associés, envers l'Etat, les communes, les établissements publics et toutes personnes physique ou morale tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger;

c) d'adopter des solutions innovantes dans le domaine du financement des PME afin d'assurer à ses associés un accès optimal à toutes sources de financement des PME, sans toutefois pouvoir leur accorder elle-même ni prêts ni crédits;

d) d'effectuer toutes opérations quelconques à caractère administratif et financier à l'effet d'assurer la constitution des cautionnements ou des garanties de toute nature, de conclure tous accords et conventions quelconques destinés

à développer le crédit de la société et celui de ses associés;

e) d'effectuer toutes opérations favorisant la création et le développement d'entreprises, en ce compris notamment: la construction, l'achat ou la location d'immeubles, la prise de participations, l'étude de tous les aspects économiques en vue de l'élaboration de plans d'affaires;

f) de traiter tous marchés et passer tous actes et en général de faire tout ce qui est nécessaire, sans exception ni réserve, en vue d'assurer la continuation éventuelle d'une entreprise bénéficiant du cautionnement ou de garanties par la société;

g) de procéder à la création ou de participer par tous moyens à toutes institutions propres à améliorer la situation morale et matérielle de la société et de ses associés, et de s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, institutions, sociétés ou associations ayant un objet analogue, similaire ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser la réalisation de son objet social ou le développement de son activité.

D'une façon générale, elle pourra effectuer toutes opérations ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social et qui sont de nature à en favoriser la réalisation.

**Art. 4.** La société a été constituée le 19 décembre 1949 pour une durée de trente ans et prorogée le 30 avril 1976.

La durée de la société a été prorogée pour une nouvelle période de trente ans à partir du 24 avril 1986.

Elle a été prorogée pour une durée illimitée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés du 24 mai 2012.

La société pourra être dissoute par décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

## **Titre II. Capital social - Apports - Parts sociales**

**Art. 5.** Le capital social est illimité; son minimum est fixé à trente et un mille euros (€ 31.000.-).

**Art. 6.** Le capital social est divisé en parts sociales d'une valeur nominale de vingt-quatre euros (€ 24.-) euros chacune. Les parts sociales doivent être libérées en espèces jusqu'à concurrence de cinquante pour cent de leur valeur

nominale au moment de leur souscription. Les droits de chaque souscripteur sont représentés par des titres nominatifs qui porteront les indications prescrites par l'article 127 de la loi du dix août deux mille seize concernant les sociétés commerciales.

Les parts sociales ne peuvent ni être cédées entre vifs ni être gagées.

### **Titre III. Associés**

**Art. 7.** Peuvent acquérir la qualité d'associé:

- a) toute personne physique;
- b) toute personne morale tant de droit privé que de droit public.

La qualité d'associé s'acquiert par la souscription d'au moins vingt-cinq (25) parts sociales. Chaque souscription, nouvelle ou supplémentaire, doit être agréée par le conseil d'administration. Le requérant dont la demande d'admission ou de souscription est écartée par le conseil d'administration peut recourir à la prochaine assemblée générale par lettre adressée au conseil d'administration dans les trente jours à compter de la notification du rejet de la demande. La décision de l'assemblée générale est définitive et sans recours.

**Art. 8.** La qualité d'associé se perd par:

- a) la démission;

Pour être valable la démission devra être présentée par écrit dans les six premiers mois de l'exercice; elle sortira ses effets en fin d'exercice.

Tous engagements formels quelconques passés par la société en faveur d'un associé enlèvent à celui-ci la faculté de démissionner.

- b) le décès ou l'interdiction judiciaire ou civile;

Les droits de l'associé décédé ou interdit sont transmis, après approbation par le conseil d'administration, à ses héritiers et/ou légataires.

- c) la dissolution, pour les personnes morales;
- d) le concordat préventif, la faillite, la banqueroute ou la déconfiture;
- e) l'exclusion;

Le conseil d'administration peut prononcer l'exclusion lorsqu'un associé aura compromis les intérêts de la société ou contrevenu gravement aux stipulations des présents statuts.

L'associé exclu peut recourir à la prochaine assemblée générale. Son recours

doit être adressé par lettre recommandée au conseil d'administration dans les trente jours à compter de la notification de l'exclusion. La décision de l'assemblée générale est définitive et sans recours.

**Art. 9.** Les associés ne seront tenus des engagements de la société que d'une façon divise et non solidaire jusqu'à concurrence de leur mise, toute responsabilité personnelle étant exclue.

**Art. 10.** Les associés sortants ont droit au remboursement de leurs parts sociales à la valeur nominale de celles-ci, à l'exclusion de toutes dotations, réserves et provisions.

Le remboursement des parts peut atteindre au maximum le montant versé.

Les associés sortants n'ont aucun droit au patrimoine de la société et ne peuvent demander sa liquidation.

Les parts sociales souscrites restent garantes pendant cinq ans des dettes et charges existant à la fin de l'exercice au cours duquel le propriétaire a perdu sa qualité d'associé. Pour ces motifs, le conseil d'administration peut décider l'ajournement du remboursement des parts sociales dénoncées.

Toute somme due à la société par un associé sortant peut être compensée d'office avec leurs parts sociales à rembourser. Le remboursement des parts sociales ne peut toutefois avoir lieu que si l'associé sortant s'est acquitté de tous ses engagements à l'égard de la société.

#### **Titre IV. Assemblée générale**

**Art. 11.** L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Si le conseil d'administration est dans l'impossibilité de convoquer l'assemblée générale, le collège des commissaires aux comptes a le droit de convocation. Lorsque des associés représentant le cinquième du capital social en formulent la demande écrite au conseil d'administration avec indication de l'ordre du jour, l'assemblée générale doit être convoquée de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois.

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an et obligatoirement dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice social.

Elle se réunit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la

convocation. La convocation doit contenir l'ordre du jour et est faite par des annonces déposées auprès du registre de commerce et des sociétés et publiées quinze jours au moins avant l'assemblée au Recueil électronique des sociétés et associations et dans un journal publié au Luxembourg.

**Art. 12.** L'assemblée générale représente l'universalité des associés. Ses décisions sont obligatoires pour tous. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle a notamment les attributions suivantes:

- a) elle nomme et, le cas échéant, révoque les administrateurs et les commissaires aux comptes;
- b) elle statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé et donne quitus aux administrateurs et commissaires. Elle entend le rapport du conseil d'administration et le rapport des commissaires aux comptes;
- c) elle statue sur la répartition des bénéfices et fixe les indemnités de présence et autres émoluments à allouer au président du conseil d'administration, aux autres administrateurs et aux commissaires;
- d) elle statue sur toutes les affaires qui lui sont réservées par la loi ou les statuts ou qui lui sont transmises pour décision par le conseil d'administration;
- e) elle adopte et modifie les statuts dans toutes leurs dispositions;
- f) elle se prononce sur la dissolution de la société.

**Art. 13.** Chaque associé dispose d'autant de voix à l'assemblée générale qu'il possède de parts sociales.

La représentation d'un associé par un autre associé n'est autorisée que sur présentation de pouvoirs écrits. Aucun associé ne pourra représenter plus de trois associés.

**Art. 14.** L'assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections soit à la main levée, soit au scrutin secret. Le vote secret est obligatoire, si un ou plusieurs associés détenant au moins vingt pour cent (20 %) des voix, présents ou représentés, en formulent la demande.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, l'assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité simple des voix

exprimées.

Les délibérations et les décisions de l'assemblée générale ne peuvent porter que sur des points figurant à l'ordre du jour.

**Art. 15.** Les statuts peuvent être modifiés dans toutes leurs dispositions par l'assemblée générale convoquée spécialement à cet effet. Cette assemblée générale sera valablement constituée pour autant que la moitié du capital social soit présente ou représentée. A défaut de cette condition, une nouvelle assemblée devra être convoquée, avec le même ordre du jour et dans les mêmes conditions que celles énoncées à l'article 11 des présents statuts. Cette deuxième assemblée sera alors valablement constituée quelle que soit la portion du capital présente ou représentée. Aucune modification ne sera cependant adoptée, si elle ne réunit pas au moins deux tiers des voix des associés présents ou représentés.

Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux assemblées générales ayant pour objet la dissolution de la société, sa fusion avec d'autres sociétés ou sa transformation en une autre forme de société.

Dans tous les autres cas que ceux prévus par les deux alinéas qui précèdent, l'assemblée générale peut valablement délibérer quel que soit le nombre de parts présentes ou représentées.

#### **Titre V. Administration et Direction**

**Art. 16.** La société est administrée par un conseil d'administration composé de neuf membres, nommés pour trois ans par l'assemblée générale des associés et en tout temps révocables par elle.

Peut être élue administrateur toute personne physique n'ayant pas atteint l'âge de soixante-douze (72) ans. Les administrateurs sont rééligibles dans les mêmes conditions. La fonction d'administrateur prend fin au moment où l'intéressé a atteint l'âge de soixante-douze (72) ans.

L'assemblée générale élira deux membres sur une liste de candidats présentée par la Chambre des Métiers, deux membres sur une liste de candidats présentée par la Fédération des Artisans, deux membres parmi les associés ayant présenté leur candidature à titre individuel. Le directeur, chargé de la gestion journalière de la société, le directeur général de la



Chambre des Métiers et le dirigeant chargé de la gestion journalière de la Fédération des Artisans font d'office partie du conseil d'administration, à moins que l'assemblée n'en décide autrement. Dans cette dernière hypothèse, l'assemblée procédera, lors d'un deuxième vote, à l'élection d'un administrateur sur une liste spéciale de candidats à présenter soit par la Chambre des Métiers pour le directeur chargé de la direction journalière de la société et pour le directeur général de la Chambre des Métiers, soit par la Fédération des Artisans pour le dirigeant chargé de la gestion journalière de la Fédération des Artisans.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, par suite de décès, de limite d'âge ou pour toute autre raison, les administrateurs restants, ensemble avec les commissaires aux comptes, réunis en conseil général, pourvoiront au remplacement du mandat devenu vacant. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procédera à la nomination définitive du nouvel administrateur.

Les administrateurs doivent obligatoirement être associés et détenir au moins vingt-cinq (25) parts sociales au moment de leur élection et pendant toute la durée du mandat.

**Art. 17.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et, s'il le juge opportun, un vice-président.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président, ou à son défaut, de l'administrateur chargé de la gestion journalière, ou à son défaut par deux administrateurs. Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent. La présidence est assurée par le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, le vice-président ou, à son défaut, un administrateur qui sera désigné par les autres administrateurs présents. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.

**Art. 18.** Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président de la réunion et un administrateur.

**Art. 19.** Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et accomplir ou autoriser toutes opérations et tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet de la société.

Tout ce qui n'est pas spécialement réservé par les statuts ou par la loi à l'assemblée générale est dans les attributions du conseil d'administration.

Il a notamment comme attributions:

- la convocation des assemblées générales et la fixation de leur ordre du jour;
- à la clôture de chaque exercice, l'établissement du bilan, du compte de profits et pertes, de l'annexe et d'un rapport écrit sur la situation de la société;
- l'autorisation des cautions, avals, garanties et sûretés donnés par la société pour des engagements pris par des tiers;
- la nomination et la révocation du président et du vice-président;
- la nomination et la démission du directeur et des cadres dirigeants;
- la représentation de la société à l'égard de tiers et en justice, soit en demandant soit en défendant;
- l'admission et l'exclusion d'associés;
- toutes transactions mobilières, immobilières, financières et autres ayant un rapport direct ou indirect avec l'objet de la société ou susceptibles d'en favoriser la réalisation;
- l'élaboration respectivement la ratification de tous règlements et prescriptions d'ordre interne.

Le conseil d'administration peut déléguer l'administration journalière des affaires de la société ainsi que le pouvoir de représenter la société, en ce qui concerne cette administration, soit à des administrateurs, soit à d'autres personnes, associées ou non associées.

#### **Titre VI. Surveillance de la société**

**Art. 20.** L'assemblée générale élit comme organe de surveillance un commissaire aux comptes au moins et trois au plus pour la durée de trois ans. Les commissaires aux comptes ne peuvent appartenir au conseil d'administration. Ils contrôlent les comptes de la société et soumettent leur rapport et leurs propositions à l'assemblée générale des associés. Ils sont rééligibles.

Les commissaires aux comptes peuvent être associés ou non associés.

Les droits et obligations des commissaires sont réglementés par les articles soixante et un et suivants de la loi du dix août deux mille seize concernant les sociétés commerciales.

### **Titre VII. Dispositions générales**

**Art. 21. Exercice social.** L'exercice social coïncide avec l'année civile.

**Art. 22. Comptes annuels.** Le conseil d'administration établit à la fin de chaque exercice social l'inventaire, le compte de profits et pertes, le bilan et l'annexe. Le bilan indique l'état de l'actif et du passif de la société.

L'inventaire et le bilan sont soumis à l'examen des commissaires aux comptes un mois avant l'assemblée générale annuelle.

Pendant les quinze jours précédant l'assemblée générale annuelle, tout associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite peut prendre, au siège de la société, connaissance de l'inventaire, du bilan, du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport de contrôle des commissaires aux comptes.

**Art. 23. Résultats.** Sur les bénéfices nets, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution de la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Le solde des bénéfices nets est à la libre disposition de l'assemblée générale qui fixera le dividende à distribuer aux associés. Le taux de ce dividende ne pourra en aucun cas être supérieur au taux Euribor 12 mois augmenté de trois pourcent (3 %) en vigueur au 31 décembre de l'exercice clôturé ou à tout autre taux de référence le remplaçant le cas échéant.

Les dividendes non réclamés dans les cinq années de leur exigibilité sont prescrits conformément à la loi.

**Art. 24. Signatures sociales.** Le conseil d'administration arrête une liste des mandataires porteurs d'une signature A et des mandataires porteurs d'une signature B. Cette liste est actualisée à chaque fois qu'il y a des changements au sein des mandataires et au plus tard à l'élection d'un nouveau conseil d'administration.

Pour les opérations désignées ci-après la société n'est valablement engagée à l'égard des tiers que sur production d'un extrait d'une délibération du conseil d'administration prise à l'unanimité de ses membres:

- acquisition et vente d'immeubles;
- affectation hypothécaire et mise en gage du fonds de commerce;
- vente du total des avoirs de la société.

Dans tous les autres cas, la société est valablement engagée en toutes circonstances et à l'égard de tous tiers :

- par les signatures conjointes de deux mandataires porteurs d'une signature A ;
- par les signatures conjointes de deux mandataires dont obligatoirement celle d'un mandataire porteur d'une signature A et d'un mandataire porteur d'une signature B ;
- par la signature unique d'une personne ayant reçu procuration à cet effet signée par deux mandataires tels que définis ci-avant.

**Art. 25. Liquidation de la société.** Dans le cas de dissolution de la société pour quelque raison ou à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par des liquidateurs nommés par l'assemblée générale, et à défaut de pareille nomination, par le conseil d'administration alors en fonction.

Les liquidateurs auront les pouvoirs qui découlent des articles 144 et suivants de la loi du dix août deux mille seize déjà précitée.

L'assemblée générale déterminera les émoluments des liquidateurs.

Les actifs de la société sont affectés en premier lieu au paiement de toutes les dettes, charges et dépenses de la liquidation. Les parts sociales seront remboursées dans la mesure où le permettent les actifs restants, mais au maximum jusqu'à concurrence du montant versé. Le solde de la liquidation sera remis à la Chambre des Métiers qui ne pourra l'utiliser qu'aux fins du développement d'institutions existantes, respectivement la création de nouvelles institutions contribuant par leur objet à l'essor et à l'amélioration structurelle de l'artisanat en général.

#### **Titre VIII. Dispositions spéciales**

**Art. 26. Secret de fonction.** Les administrateurs et les commissaires ainsi

que toutes personnes aux services de la société sont tenus au secret absolu vis-à-vis des tiers en ce qui concerne les décisions prises et les informations portées à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils resteront tenus au secret de fonction au-delà de l'exercice de leur mandat au sein de la société.

**Art. 27. Incompatibilités.** Tout administrateur ou commissaire aux comptes requérant l'octroi d'un cautionnement de crédit ou de prêt respectivement l'octroi d'une garantie doit déposer préalablement son mandat. Ceci est vrai aussi dans le cas d'une demande d'un cautionnement ou d'une garantie émanant par une société dans laquelle un administrateur ou un commissaire de la Mutualité des P.M.E. détient un mandat social.

Les associés qui bénéficient d'un cautionnement ou d'une garantie ne peuvent se porter candidats pour l'obtention d'un mandat d'administrateur ou de commissaire tant qu'ils continuent à bénéficier du cautionnement ou de la garantie. »

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes, est évalué à mille deux cents euros (€ 1.200.-).

DONT ACTE.

Fait et passé à Luxembourg, 58, rue Glesener.

Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

(s) DERNOEDEN, KOPS, PAULY, A. WEBER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 21 décembre 2016.

Relation : 1LAC/2016/40771

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (s) MOLLING.

Pour expédition conforme,  
délivrée à la société sur demande.

Bascharage, le 4 janvier 2017.